

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziale Arbeit = Revue suisse de travail social
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziale Arbeit
Band: - (2013)
Heft: 15

Vorwort: Editorial
Autor: Meier Kressig, Marcel

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.05.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Chère lectrice, cher lecteur

En feuilletant les publications et revues parues ces dernières années, on prend la mesure de l'importance croissante des considérations éthiques et normatives dans les discours scientifiques en travail social. Cette évolution est réjouissante car elle permet de déconstruire les postures déontologiques et les procédures de travail jusqu'ici non analysées et de les fonder, désormais, sur des bases explicites et argumentées. L'évolution est, de plus, indispensable car le travail social est traversé de dimensions normatives sur l'ensemble de ses points focaux: la normativité entre dans la compréhension de l'objet et du mandat du travail social, dans les représentations de ses destinataires, la conception de l'action professionnelle et des modalités organisationnelles ainsi que dans l'analyse du contexte économique, politique et juridique. L'analyse et la discussion de ces aspects ne sont de loin pas achevées. Peu de recherches se sont penchées sur les questions normatives. De nombreux aspects restent à clarifier également sur le plan des concepts théoriques.

Ainsi, le débat sur le polythéisme des valeurs (Weber), sur leur interprétation et leur mise en œuvre effective n'en est qu'à ses débuts. Des valeurs différentes sont par exemple mobilisées – telles le principe de justice ou de solidarité ou, plus récemment, la «collective responsibility» et le «respect for diversities» – dans le projet de nouvelle définition du travail social de l'IFSW. Ces valeurs se situent souvent sur des niveaux différents alors que leurs articulations et contradictions ne sont guère abordées.

Dans ce contexte de multiplicité du normatif, l'approche par les capacités recouvre un rôle majeur car elle se caractérise par des lignes d'argumentation différenciées et des propositions d'utilisation multiples. C'est dans cette ligne que se situe la première contribution, de Benoît Beuret, Jean-Michel Bonvin et Stephan Dahmen. A la différence de la plupart des contributions concernant le travail social, les auteurs n'interrogent pas prioritairement les droits, les biens, les ressources, les compétences qu'il convient d'octroyer etc. ni la question concernant un certain paternalisme des travailleurs et travailleuses sociales. Leur point de départ est, au contraire, la proposition d'Amartya Sen consistant à concevoir les besoins fondamentaux des citoyens et citoyennes comme la résultante d'un processus démocratique. Il en

résulte un défi, celui de prendre en compte les capacités diverses des personnes de participer aux processus délibératifs. Les auteurs traitent de ce défi en discutant, de manière détaillée, les phénomènes d'inégalités multiples. Dépasser ces inégalités conduirait à une égalité participative dont les auteurs esquissent les contours. Enfin, les travailleurs et les travailleuses sociales auraient un rôle important à jouer dans cette perspective, en donnant une voix aux personnes qui s'adressent à eux et à elles.

Le thème de la participation est également discuté par la deuxième contribution, celle de Miryam Eser Davolio, Jutta Guhl et Fabienne Rotzetter. Les auteures en traitent cependant d'autres aspects. Elles étudient la question de la « coopération difficile » entre assistantes et assistants sociaux et bénéficiaires de l'aide sociale. Dans leur étude, financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique, les chercheuses s'intéressent aux conditions qui entravent la coopération et celles qui, après des difficultés initiales, favorisent une relation de travail coopérative. Afin de rendre compte de la complexité des divers facteurs, elles articulent les aspects contextuels (sociétaux et organisationnels) et les représentations et stratégies comportementales individuelles des travailleurs sociaux et des bénéficiaires. Les controverses actuelles sur le droit à l'aide sociale des bénéficiaires dits « non coopérants » soulignent la pertinence de leur questionnement. En effet, elles posent la question délicate de savoir ce qu'il faut (ou de ce que l'on veut ou peut) entendre par « coopération » dans le contexte de l'aide sociale, comment elle se construit et se maintient.

La question de la normativité est, également, au centre du texte de Ruedi Epple. Avec une approche historique étayée par de nombreuses sources et fondée sur une théorie critique du travail social, l'auteur décrit les étapes et les coulisses d'un conflit qui s'est déroulé à l'École de travail social de Soleure (SSAS) il y a exactement 40 ans. Ce conflit portait sur la conception critique et politique du travail social. Décrit comme le « Printemps de Soleure » par les étudiant-e-s et comme une « crise » par la direction de l'école (Seraphisches Liebeswerk Solothurn), le conflit illustre la dynamique d'une réforme de cursus dans le contexte de l'après-68 avec l'intervention de la direction et d'acteurs locaux du milieu catholique-conservateur. Une partie des étudiant-e-s et des professeur-e-s tentèrent de défendre une approche critique et politique mais elle dut s'avouer vaincue et ainsi, selon Epple, l'approche politique et critique du travail social fut marginalisée.

La contribution d'Yves Emery et Julien Niklaus, en français, s'inscrit dans une autre problématique. Les auteurs étudient les effets du « New Managerialism » dans le secteur social. Les nouveaux outils de pilotage ont profondément transformé les conditions cadres du travail social, de l'organi-

sation des tâches ainsi que de l'action professionnelle. Les auteurs cherchent à savoir dans quelle mesure ces transformations influencent la motivation et la satisfaction au travail des travailleurs et travailleuses sociales. Ils comparent deux institutions présentant des degrés différents de managérialisation et constatent, avec surprise, une motivation supérieure dans les organisations davantage managérialisées, alors que la satisfaction au travail ne présente pas de différences.

Le dernier article, de Barbara Erzinger, Dieter Haller, Oliver Hümbelin et Florentin Jäggi, traite du rôle du «Case Management formation professionnelle» dans la transition de l'école obligatoire à la formation professionnelle, puis dans le monde du travail. Sur la base de divers rapports d'évaluation de ces dispositifs dans les cantons de Bâle-Ville, Soleure et Zurich, les auteur·e·s analysent les situations des adolescent·e·s et des jeunes adultes concerné·e·s (affecté·e·s par des problématiques complexes et multiples), les réseaux de soutien des acteurs (institutionnels) impliqués ainsi que leurs difficultés à entrer en contact avec ce public. Ils et elle discutent de la signification, des formes et des effets du Case-Management dans ce contexte. La question de la participation est, à nouveau, centrale mais, ici, en tant qu'intégration des clientes et clients dans un processus de soutien à long terme – un vrai défi.

Quant aux recensions, celle de Simone Brauchli traite d'une publication de Martina Richter ayant pour thème les entretiens de famille («Die Sichtbarmachung des Familialen. Gesprächspraktiken in der sozialpädagogischen Familienhilfe»). La seconde recension, de Gregor Husi, présente l'anthologie extraordinaire de Georg Brunold sous le titre de «Nichts als der Mensch» (Simplement la personne humaine).

Terminons en vous rendant attentifs et attentives à l'Appel à publication sur le thème "Care Leavers: Policy, Planning, Participation & Outcomes" que vous trouverez en fin de numéro.

En vous souhaitant une agréable lecture.

Pour la rédaction,
Marcel Meier Kressig

Geschätzte Leserin, geschätzter Leser

Ein Blick in die Publikationen und Zeitschriften der letzten Jahre zeigt deutlich, wie stark ethische Überlegungen und normative Fragestellungen den wissenschaftlichen Diskurs zur Sozialen Arbeit geprägt haben. Dies ist erfreulich, denn dadurch wird die Chance eröffnet, dass bislang nicht systematisch begründete Ansprüche an moralische Haltungen und an Arbeitsprinzipien nun expliziert und argumentativ entfaltet werden (müssen). Diese Entwicklung ist notwendig, denn normative Aspekte durchdringen die Soziale Arbeit an wesentlichen neuralgischen Stellen, z. B. sind sie Elemente des Verständnisses des Gegenstands bzw. des Auftrags der Sozialen Arbeit, des Bildes der Adressatinnen und Adressaten, der Vorstellung des professionellen Handelns, der jeweiligen Ausgestaltung des organisationalen Rahmens wie auch des ökonomischen, politischen und rechtlichen Kontextes. Diese Auseinandersetzung ist bei weitem noch nicht abgeschlossen – es existieren noch wenige Forschungen zu normativen Fragen und auch in konzeptioneller Hinsicht bleibt vieles ungeklärt. So steckt die Debatte um den Polytheismus der Werte (Weber), um die jeweiligen Wertinterpretationen und um die konkrete Verwirklichung von Werten erst in den Anfängen. So werden beispielsweise unterschiedliche Werte ins Spiel gebracht, wie etwa Gerechtigkeit oder Solidarität, oder neuerdings auch «collective responsibility» und «respect for diversities» im Entwurf zur neuen «Definition» der Sozialen Arbeit der International Federation of Social Workers (IFSW) – Werte, die oftmals auf unterschiedlichen Ebenen anzusiedeln sind und deren wechselseitigen Bezüge und Konflikte vielfach ausgeblendet werden.

In dieser Unübersichtlichkeit des Normativen nimmt der Capabilities Approach eine herausragende Rolle ein, zeichnet er sich doch durch differenzierte Argumentationslinien und diverse Konkretisierungsvorschläge aus. In dieser Tradition steht dann auch der erste Beitrag von Benoît Beuret, Jean-Michel Bonvin und Stephan Dahmen. Anders aber als die meisten auf die Soziale Arbeit bezogenen Beiträge fokussieren sie sich nicht auf die Frage nach den zu gewährleistenden Rechten, Gütern, Ressourcen oder Fähigkeiten usw. oder auf das daran anschliessende Problem von paternalistischen Zugriffen durch die Soziale Arbeit. Ihr Ausgangspunkt ist vielmehr die Position von Amartya Sen,

dass eine Liste der grundlegenden Ansprüche von Bürgerinnen und Bürgern das Resultat eines demokratischen Prozesses sein soll. Die damit verbundene Herausforderung, dass nicht alle mit den gleichen Möglichkeiten ausgestattet sind, um an solchen deliberativen Prozessen teilzunehmen, verdeutlichen die Autoren durch eine ausführliche Diskussion der multiplen Ungleichheitsphänomene. Um diese zu meistern, skizzieren sie ihre Vorstellungen einer partizipatorischen Gleichstellung und betonen diesbezüglich die Aufgabe der Sozialen Arbeit, ihren Klientinnen und Klienten eine Stimme zu geben.

Mit dem Thema Partizipation beschäftigt sich auch der zweite Beitrag von Miryam Eser Davolio, Jutta Guhl und Fabienne Rotzetter, allerdings in Betonung anderer Aspekte. Auf der Grundlage einer vom Schweizerischen Nationalfonds geförderten Studie thematisieren sie die «erschwerete Kooperation» von Sozialarbeitenden und Hilfesuchenden in der Sozialhilfe. Ihr Augenmerk richtet sich auf Einflussgrössen, welche diese Kooperation erschweren, und auf Faktoren, die nach anfänglichen Schwierigkeiten dennoch zu einer kooperativen Arbeitsbeziehung beitragen. Um der Komplexität der konstituierenden Faktoren gerecht zu werden, thematisieren die Autorinnen einerseits die kontextuellen Bedingungen (gesellschaftliche und organisationale) und andererseits die persönlichen Sichtweisen und Umgangsstrategien der beteiligten Sozialarbeitenden sowie der Sozialhilfeempfangenden. Die gegenwärtige Debatte um den Anspruch sogenannter «nicht-kooperativer» Klientinnen und Klienten auf Sozialhilfe verleiht ihren Erkenntnissen einen besonderen Aktualitätsbezug, weil sich hierbei die brisante Frage stellt, was Kooperation in der Sozialhilfe meint (bzw. meinen soll) und wie sie zustande kommt bzw. aufrechterhalten wird.

Das Normative spielt im zeitgeschichtlichen Beitrag von Ruedi Epple ebenfalls eine zentrale Rolle. Im Geiste einer «Kritischen Sozialen Arbeit» beschreibt der Autor unter Bezugnahme auf zahlreiche Quellen den Verlauf und die Hintergründe eines Konflikts um eine kritische und politische Soziale Arbeit, der sich vor genau 40 Jahren an der «Schule für Sozialarbeit Solothurn» (SSAS) zutrug. Die Auseinandersetzung – von der Studentenschaft als «Solothurner Frühling», vom «Seraphischen Liebeswerk Solothurn», dem Träger der Schule, als «Krise» bezeichnet – zeigt, wie in den Jahren nach 1968 eine Ausbildungsreform eine Eigendynamik entwickelte und zu einer Intervention der Trägerschaft und ihres katholisch-konservativen Umfelds führte. Ein Teil der Studierenden und Dozierenden versuchte noch, die kritischen und politischen Ansätze zu verteidigen, doch unterlagen sie der Gegenmacht der anderen Seite. Damit – so das Fazit des Autors – blieb auch der politische und gesellschaftskritische Ansatz der Sozialen Arbeit auf der Strecke.

Der anschliessende französischsprachige Beitrag ist in einen anderen aktuellen Diskussionsstrang eingebettet. Yves Emery und Julien Niklaus gehen den Auswirkungen des «New Managerialism» im sozialen Sektor nach. Die neuen Steuerungsmodelle haben die Rahmenbedingungen der Sozialen Arbeit, die Aufgaben in den Organisationen sowie die Art und Weise des professionellen Handelns grundlegend gewandelt. Die Autoren gehen vor diesem Hintergrund der Frage nach, inwiefern diese Veränderungen die Arbeitszufriedenheit und die Motivation der Sozialpädagoginnen und Sozialpädagogen beeinflussen. Ihr Vergleich von zwei Organisationen mit unterschiedlichen Graden an «managérialisation» kommt zum überraschenden Ergebnis, dass die Motivation der Mitarbeitenden in der stärker «managerialisierten» Organisation höher ist, während sich hinsichtlich der Arbeitszufriedenheit keine Unterschiede zeigen.

Der Beitrag von Barbara Erzinger, Dieter Haller, Oliver Hümbelin und Florentin Jäggi beleuchtet die Rolle des «Case Management Berufsbildung» beim Übergang von der obligatorischen Schule in die Berufsausbildung und in die Arbeitswelt auf der Grundlage verschiedener Evaluationen dieses Angebots in den Kantonen Basel-Stadt, Solothurn und Zürich. Ihre ausgewählten Resultate fokussieren die mehrfachbelasteten Situationen der Jugendlichen und jungen Erwachsenen, das Unterstützungsnetz der involvierten (institutionellen) Akteure und die Herausforderung bei der Erreichung der anvisierten Klientel. Davon ausgehend werden die Bedeutung, die geeignete Form und die Wirkung der CM-Begleitung diskutiert. Auch in diesen Ergebnissen taucht das Thema der Partizipation wieder auf, hier allerdings formuliert als Einbindung der Klientinnen und Klienten in einen längerfristigen Unterstützungsprozess, die sich als besondere Herausforderung erweist.

Die erste Rezension von Simone Brauchli bespricht die Publikation «Die Sichtbarmachung des Familialen. Gesprächspraktiken in der Sozialpädagogischen Familienhilfe» von Martina Richter. Anschliessend rezensiert Gregor Husi die aussergewöhnliche Anthologie von Georg Brunold mit dem Titel «Nichts als der Mensch».

Wir möchten Sie noch in eigener Sache auf den Call for Papers zum Thema “Care Leavers: Policy, Planning, Participation & Outcomes” aufmerksam machen, welchen Sie am Ende der vorliegenden Ausgabe finden.

Wir wünschen Ihnen eine anregende Lektüre.

Für die Redaktion
Marcel Meier Kressig